Mauss-Copeaux Claire,
Algérie, 20 août 1955.
Insurrection, répression, massacres.

Paris, Payot, 2011, 279 p.
ISBN : 978-2228906050

Encore peu connus sont les événements relatés dans ce livre de Claire Mauss-Copeaux (CMC), fruit d'une enquête de l'auteure, illustré de sobres photos, avec de belles pages, telle la sensible évocation de paysages de la p. 216. Nombre d'archives n'étant pas accessibles, on reconnaîtra le mérite de cette enquête de terrain en Algérie profonde. Alors que les assauts du 20 août se sont produits en plusieurs points du Constantinois, CMC a surtout enquêté sur les villages d'El Alia et d'Aïn Abid – sont aussi abordés El Khroub, Philippeville/Skikda, et Collo. Si CMC sait reconnaître des témoins fiables, comme le colonel de Vismes, pour Guelma, un seul est convoqué pour parler d'horreurs – fosses communes et écrasements des corps avec des bulldozers – telles que le lecteur aimerait une enquête plus approfondie. Elle rappelle aussi en toile de fond les blocages politiques et les traumatismes endurés plus d'un siècle durant par le peuple algérien.

Les éléments déclencheurs des attaques du 20 août 1955 à El Alia et à Aïn Abid sont mis sur le compte de vengeances personnelles ou familiales, mais CMC évoque la braise du contentieux à même d'allumer le feu à tout moment. Les chiffres des victimes sont examinés au scalpel d'une historienne soucieuse d'établir les faits. Elle passe au crible de sa critique les éventrations, émasculations et autres égorgements qui lui ont été signalés [(1)]. Elle détaille les horreurs effectives commises par l'armée française et les milices européennes, mais elle cite notre collègue universitaire Aziz Mouats, rescapé et témoin – il reconnaît honnêtement que le récit des souffrances endurées relève d'une reconstruction amplifiée des événements à même de valoriser les acteurs algériens.

D'après CMC, les Pieds noirs sont tous armés, mais elle rend scrupuleusement compte des exceptions qu'elle a vérifiées ; et si El Alia fut le seul lieu où « les insurgés ont pénétré dans les maisons » (p. 153), n'était-ce pas parce que, dans ce bourg d'ouvriers de la mine de pyrite, les assaillis y étaient peut-être moins massivement armés ? Le « lobby colonial » n'agit pas seul : blocages et répressions sont entérinés, décidés par Alger et par Paris – CMC mentionne les démarches vaines des députés algériens dans la capitale. La répression (pourquoi s'en tenir au terme de « représailles » ?) fut terrible. Les exécutions en série, la torture, les incendies de *mechtas*… peuvent avec raison la faire ranger parmi les crimes contre l'Humanité.

Le travail de CMC est méticuleux, mais le récit chemine d'un fait à un autre sans qu'on puisse toujours reprendre haleine ; parfois compliqué il peut pour le lecteur ordinaire tourner à l'obscur. Pour ce qui est de la terminologie, pourquoi parler d'« Arabes », à la coloniale algérienne, plus que d'Algériens ? Et de « Pieds Noirs » plutôt que de Français d'Algérie ? – outre des Français, il y avait aussi des Italiens, des Maltais, et des « Juifs », aussi « Arabes » que les « Musulmans ». Le FLN n'est pas un « parti » révolutionnaire (p. 85), c'est un front (*ǧabha*) : le terme de « parti » (*ḥizb*) évoque alors usuellement le défunt MTLD. Ce que CMC appelle « nationalisme » est un processus de résistance à la domination coloniale sur l'espace algérien. En arabe, il renvoie à la patrie (*waṭaniyya*) quand chez le voisin tunisien, il renvoie au groupe humain (*qawmiyya*). Pour la guerre de libération, faut-il parler de « révolution » quand les Algériens traduisent ainsi *al-ṯawra* – littéralement le déchaînement furieux ? Sur les faits du 20 août 1955, faut-il dire « attaques » ? « mouvement » ? « insurrection » ? Ce dernier terme serait le plus juste compte tenu des connotations de *ṯawra*. Même sanglante, la répression ne fut pas un génocide comme l'allèguent les mémorialistes algériens de l'appareil, tels les officiants de la Fondation du 8 mai 1945. Le terme de massacre serait pour CMC, exclusivement, dans les appréciations françaises, réservé à l'adversaire. Elle parle pourtant des « massacreurs » d'El Alia (p. 150), et elle évoque ailleurs des « tueries ».

Le racisme, hérité des catégories racialistes des idéologues coloniaux des XIXe-XXe siècles renvoie aussi à une histoire française. Pluriséculaire, la violence interne française est, avec la colonisation, davantage projetée sur des tiers sud-méditerranéens tandis que la France se pacifie relativement dans sa phase de construction nationale à partir du mythe fondateur de 1789. Quand ils ne sont pas d'origine italienne ou espagnole, les « Pieds noirs » sont très majoritairement issus de la moitié méridionale de l'hexagone : entre eux et les Algériens, se joue aussi « le narcissisme de la petite différence » (Freud), qui prend la forme du racisme de la petite différence. Mais l'Algérie coloniale, c'est aussi une excroissance nationale, une excroissance capitaliste… Il n'y a pas de bloc uniforme des Pieds noirs, mais une population de type créole au devenir incertain – CMC le remarque ici et là. La

(1) Insuffisamment informé, on ne discutera pas de l'authenticité ou de l'irréalité de tels de ces faits. Dans la tradition orale, comme dans des textes bien antérieurs à 1830, des mentions de telles horreurs ne sont pas rares – ainsi que le tabou du sang et de la virginité qui, comme le voile, furent sur la longue durée le bien commun des sociétés méditerranéennes.

BCAI 27 (2012) Mauss-Copeaux Claire: Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres., recensé par G. Meynier
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

violence est celle de dominateurs minoritaires qui sentent plus ou moins consciemment que, avec le système colonial, leurs jours sont à terme comptés en Algérie. « L'aveuglement de la France face à son passé colonial » (p. 227) existe à l'évidence, même s'il est sans doute aujourd'hui davantage une construction politique délibérée. Mais, à titre d'exemple, ne se sentent pas concernés par une telle généralisation les organisateurs du colloque d'histoire franco-algérienne de l'ENS de Lyon des 20-22 juin 2006, mis sur pied en réaction à l'article 4 de la loi du 23 février 2005 (2). Ce colloque, qui a été âprement dénoncé par les nostalgériques et le Front national réunis, a été ignoré, voire boycotté par les institutions algériennes – il était intitulé *Pour une histoire critique et citoyenne. Le cas de l'histoire franco-algérienne. Au-delà des pressions officielles et des lobbies de mémoire* : ni celles de la nostalgie coloniale, ni celles de l'histoire algérienne officielle.

Pour CMC, le combat du FLN étant juste, elle argumente pour le défendre, cela même s'il y eut « des criminels dont certains étaient des militants du FLN ». Elle note pourtant que Zighout, chef de la zone 2 (Constantinois), eut des comptes à rendre au congrès de la Soummam (20 août 1956), mais qu'il fut absous : les violences contre des civils allaient malgré tout dans le sens de la guerre de libération du FLN. Et violences et exactions en Algérie ne sont pas que postérieures à 1830 comme l'apprennent les travaux de l'historien ottomaniste algérien Lemnouar Merouche. Le général Faivre, témoin et historien, est durement étrillé – il a répondu à CMC sur le site d'Études coloniales, on laissera donc le lecteur juger par lui-même. Dans l'allusion faite au chef de la zone 1 (Aurès) Bachir Chihani (p. 86), pas un mot sur la fragmentation sanglante entre communautés aurésiennes qui aboutit à sa mise à mort – le FLN ne contrôla pas l'Aurès avant 1960, et encore. Et pourquoi ne pas avoir mentionné et commenté le cri de ralliement des insurgés que plusieurs sources mentionnent : « *Ǧihād* ! *Ǧihād* ! » – *ǧihād*, le combat de *muǧāhidīn*. Sur un point de détail : à propos des « Sétifiens » d'El Alia mentionnés à plusieurs reprises par CMC, il y eut bien à la mine d'El Alia des ouvriers allochtones ; mais – j'en avais discuté avec un de mes étudiants à Constantine en 1969 – d'après mes souvenirs, ils n'étaient ni de Sétif ni chassés par la répression de 1945, mais plutôt originaires du Hodna ; et ils étaient arrivés à El Alia bien avant 1945.

Malgré, ici et là, remarques de précaution et réserves, le livre de CMC est insuffisamment distancié des *topoi* et des postures convenues de l'histoire officielle algérienne, celle qui dénonce en récurrence le *ḥizb fransa* (le parti de la France) et qui a fait tenir au ministre des *muǧāhidīn* Mohammed Cherif Abbas, en réponse à la loi du 23 février 2005, des propos embrasés d'ineptie : que les fours à chaux d'Héliopolis, qui, près de Guelma, avaient servi en 1945 aux milices européennes à brûler les corps de cadavres algériens pour que la commission d'enquête parlementaire annoncée de Paris ne les trouve pas, étaient de même nature que les fours d'Auschwitz. Les manuels d'histoire algériens sont une caricature d'histoire dichotomique héroïsante aux antipodes de la dialectisation historienne. Et, ajoutera-t-on, généralisations abusives et bilans gonflés ne sont pas un monopole des sources françaises : la langue de bois algérienne officielle de l'inflation victimisante en témoigne. L'historien est étranger aux salives sèches des langues de bois, quelles que soient les gorges d'où elles ruissellent.

À propos des sources de CMC, pour le bilan des victimes, pourquoi ne pas avoir fait état du chiffre de 12 000, tiré du registre des pensions du ministère des *muǧāhidīn*? Pour El Alia, est privilégié par CMC un témoin qui se donne pour le chef du groupe FLN armé local. D'après le *look* de cet octogénaire à belle prestance, le familier de l'Algérie contemporaine repère d'emblée la silhouette d'un notable homologué. Sous réserve d'inventaire bien sûr. Mais l'historien se doit d'être vigilant quand il a affaire à des officiels/hommes de l'appareil, surtout quand on sait combien le pouvoir algérien se légitime en permanence dans la rente résistante. On regrettera que le regretté Mahfoud Bennoune, décédé en 2004, n'ait pu être entendu comme témoin : ancien capitaine de la *wilâya* 2, étudiant puis professeur à l'université de Michigan, cet économiste, anthropologue et historien, est l'auteur de travaux de valeur à distance des lieux communs officiels.

Les « sources et références » ne comportent aucune mention critique : y cohabitent des gens aussi dissemblables que Patrick Buisson, Henri Le Mire, Jean-Pierre Lledo, Mahfoud Bennoune, et Mohammed Harbi dont n'est pas cité le livre tiré de sa thèse de doctorat, *L'Algérie et son destin. Croyants ou citoyens ?* Le maître livre de l'historien allemand Harmut Elsenhans *La guerre d'Algérie* est ignoré. Mais sont cités celui, très daté, d'Alistair Horne et celui de Pierre Miquel, ouvrage de vulgarisation hâtif – l'un comme l'autre ne sont pas exempts d'erreurs. Aucune mention non plus du livre solide de Jean-Pierre Peyroulou sur le mai 1945 de Guelma, ni de Boucif Mekhaled, qui a soutenu en 1989 sous la direction du regretté

(2) Cf. le « rôle positif de la présence française outre-mer, particulièrement en Afrique du Nord ».

BCAI 27 (2012) Mauss-Copeaux Claire: Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres., recensé par G. Meynier
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Jean-Pierre Allain, la meilleure thèse à ce jour sur mai 1945, jamais publiée *in extenso*, et pas davantage de Roger Vétillard, auteur d'un livre documenté sur Sétif 1945. Ce dernier travaille de son côté sur août 1955. Dommage qu'il n'ait pas été donné de rendre compte en même temps de son livre à paraître et de celui, pionnier, de Claire Mauss-Copeaux.

Gilbert Meynier
Université de Nancy II

BCAI 27 (2012) Mauss-Copeaux Claire: Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres., recensé par G. Meynier
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net